

Sécurité routière - Un siècle et dix ans de permis de conduire

Chronologie

30 mai 1851

La loi relative « à la police du roulage et des messageries publiques » tient lieu de texte fondateur pour la sécurité routière. Si cette loi proclame la liberté de circuler, la circulation des automobiles (engins à moteur « de nature à effrayer les chevaux et à mettre le feu aux récoltes ») est encadrée par une réglementation à caractère souvent local et restrictif.

16 août 1889

Léon Serpollet passe le premier examen de conduite sur un tricycle de sa conception, puis obtient en 1891 la première autorisation de circuler à 16 km/h.

14 août 1893

Ordonnance éditée par le préfet de police, Louis Lépine, créant, à Paris, le « **certificat de capacité** » obligatoire pour circuler dans le périmètre de la Préfecture de Police.

Ce certificat, rendu nécessaire par l'augmentation de la circulation à Paris, était délivré par la préfecture sur rapport du service des Mines aux candidats de plus de **21 ans, de sexe masculin**.

Un ingénieur des Mines fait passer l'examen, avec pour critères de réussite : savoir démarrer, se diriger, s'arrêter et avoir quelques notions de dépannage. La vitesse est limitée à 20 km/h en rase campagne et à 12 km/h en agglomération.

Ce sont les constructeurs automobiles qui délivrent le certificat de capacité.

Il existe alors 1 700 véhicules en France

1897

La Duchesse d'Uzès est **la première femme** à obtenir ce certificat de capacité et la première femme, l'année suivante, à être verbalisée pour excès de vitesse (à 15 km/h).

10 mars 1899

Décret rendant obligatoire sur tout le territoire français la détention du certificat de capacité par l'ensemble des conducteurs : « nul ne pourra conduire une automobile s'il n'est porteur d'un certificat de capacité ». **C'est l'acte de naissance du permis de conduire en France.**

Le certificat de capacité est délivré par le préfet de la résidence du candidat sur avis favorable du service des Mines. Ce sont toujours les ingénieurs des Mines qui sont chargés de vérifier l'aptitude à la conduite des futurs automobilistes.

Certaines modifications sont apportées et des règles de circulation édictées :

- augmentation de la limitation de vitesse à 30 km/h en rase campagne et à 20 km/h en agglomération,
- obligation de « se ranger à droite »,

- la constatation de mise en service du véhicule peut se faire une fois pour toutes sur un véhicule proposé par le fabricant qui délivre ensuite le certificat de conformité du type de véhicule,
- le préfet de département délivre alors un récépissé de déclaration dénommé « carte grise ».

1909

Mise en place d'une commission chargée d'élaborer un **Code de la route**.

1917

Création des premières **écoles de conduite**. Auparavant, la préparation à l'examen était assurée par le constructeur.

27 mai 1921

Décret réglementant la police de la circulation et du roulage qui remplace le décret de 1899 et qui s'apparente à un Code de la route.

31 décembre 1922

Le certificat de capacité devient le « **permis de conduire** », différentes catégories sont créées, les conditions d'obtention sont fixées par arrêté du ministre des Travaux publics. L'âge minimal d'obtention est abaissé à 18 ans.

12 avril 1927

Décret qui prévoit une nouvelle mesure : **la suspension du permis de conduire**.

1939

Début de la 2^{ème} Guerre mondiale, les hommes étant au front, de nombreuses femmes passent le permis.

1957

L'enseignement des règles de circulation est rendu obligatoire dans les écoles.

15 décembre 1958

Ordonnance de création du code de la route.

1971

Création et mise en place du service national des examens du permis de conduire.

1972

Refonte de l'examen du permis de conduire avec notamment une épreuve théorique à partir de diapositives.

4 décembre 1980

Première directive du Conseil européen instaurant un permis de conduire communautaire.

10 juillet 1989

Institution du **permis à points**.

29 juillet 1991

Seconde directive du Conseil européen, instaurant notamment la reconnaissance mutuelle sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne de tous les permis de conduire délivrés par un État membre.

1^{er} juillet 1992

Mise en application du **permis à 12 points**.

Pour la première fois en 1992, plus de femmes que d'hommes obtiennent le permis de conduire.

12 juin 2003

Loi renforçant la lutte contre la violence routière : aggravation des peines et instauration du permis probatoire.

1^{er} mars 2004

Mise en application du **permis probatoire**. Le barème de perte de points est modifié.

20 décembre 2006

Troisième directive du Parlement européen et du Conseil, qui généralise à partir de 2013 un modèle unique de permis de conduire européen sous forme de carte plastique, plus difficilement falsifiable.

Fin 2006

Mise en place sur tout le territoire français de la réforme de l'épreuve pratique du permis de catégorie B qui passe de 22 à 35 minutes, en conformité avec la directive 91/439/CEE du Conseil du 29 juillet 1991 relative au permis de conduire.